



Assemblée générale

Distr. générale
16 mai 2013
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 45 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

Lettre datée du 13 mai 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 15 avril 2013 que la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée (A/67/839) et qui contient, dans son annexe, une note de M. Héctor Timerman, Ministre des relations extérieures et du culte de la République argentine.

Il est regrettable que la République argentine ait encore une fois formulé des allégations infondées de « militarisation » de l'Atlantique Sud par le Royaume-Uni, malgré les nombreux éclaircissements fournis par mon gouvernement et nos demandes répétées pour qu'elle mette un terme à ce type d'allégations mensongères.

Vous vous souviendrez que le Royaume-Uni a récemment apporté des précisions sur la question dans les lettres datées des 22 février 2012 (A/66/706) et 18 octobre 2012 (A/67/544) qu'il vous a adressées et qui ont confirmé qu'il effectuait des manœuvres semestrielles de routine et utilisait des missiles de défense aérienne à courte portée positionnés dans les îles Falkland. Ces manœuvres ne sont pas nouvelles : elles ont lieu chaque année depuis l'invasion illégale des îles Falkland en 1982. En 2012, les manœuvres ont eu lieu en juillet et octobre. Cette année, les premières se sont déroulées au mois d'avril. D'autres auront lieu plus tard dans l'année. Les exercices militaires de routine sont parfaitement légitimes et conformes au droit naturel des États. Nous ne considérons pas que nous violons une quelconque résolution des Nations Unies relative aux îles Falkland.

Ces manœuvres ne présentent aucun danger pour l'Argentine, la région ou le trafic maritime. Comme d'habitude, tous les dispositifs de sécurité nécessaires ont été mis en place et les avis aux navigateurs ont été expédiés. Les Rapier sont des missiles sol-air à courte portée, de nature purement défensive, destinés à assurer la défense aérienne dans le voisinage immédiat des îles Falkland. Étant donné qu'ils sont de faible portée, ils ne risquent aucunement de terminer leur course au-delà des eaux des îles.



Dans ma lettre du 22 février 2012, j'ai également fait clairement état de la position non équivoque du Royaume-Uni sur sa force nucléaire de dissuasion. Pour parer à tout malentendu, je vais la réitérer ici. Le Royaume-Uni respecte pleinement les obligations que lui imposent les protocoles se rapportant au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco). Il ne recourra ni à l'emploi d'armes nucléaires ni à la menace de leur emploi contre les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, conformément audit traité.

Mon gouvernement a souligné à maintes reprises que sa position dans l'Atlantique Sud était de nature purement défensive. L'Argentine affirme que la présence militaire du Royaume-Uni dans les îles Falkland s'est renforcée au fil du temps alors qu'en réalité, elle a diminué. Elle a atteint son maximum au lendemain de l'invasion des îles par l'Argentine, en 1982. On comptait alors plus de 20 000 militaires. Au milieu des années 90, ces derniers étaient environ 1 800 et depuis 2002, leur nombre s'est stabilisé autour de 1 200.

Au vu de ces précisions, j'espère qu'à l'avenir, M. Timerman et son gouvernement s'abstiendront de formuler de nouvelles allégations infondées et déplacées de « militarisation » par le Royaume-Uni, qui ne font que créer des tensions inutiles dans la région.

Le Gouvernement britannique n'a aucun doute quant à la souveraineté du Royaume-Uni sur les îles Falkland, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, et les zones maritimes environnantes. La position du Royaume-Uni concernant la souveraineté des îles Falkland repose sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré par la Charte des Nations Unies. Les habitants des îles jouissent du droit à l'autodétermination et du droit de développer leur économie, y compris en exploitant leurs ressources naturelles pour leur propre profit économique. Le Royaume-Uni soutient résolument ce droit. Les habitants des îles Falkland ont exprimé clairement leur avis lors du récent référendum, en votant à une majorité écrasante pour le maintien de leurs liens constitutionnels avec le Royaume-Uni.

Mon gouvernement espère que la République argentine respectera désormais les souhaits des habitants des îles et leur permettra de développer leur économie et de vivre en paix. Les actes d'hostilité commis par le Gouvernement argentin actuel, qui visent à les isoler et à nuire à leur économie, attisent les tensions dans la région, ce qui est inutile et injustifié.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour.

(Signé) Mark Lyall Grant